

RELOGEMENT DES SINISTRÉS DE L'ÉBOULEMENT DE 1999 À TIZI-OUZOU

Le deux poids, deux mesures
de l'administration à Aït Ouchen

Deux familles, victimes de l'éboulement de 1999 au village Aït-Ouchen dans la commune des Aghribs, à une quarantaine de kilomètres à l'est de Tizi Ouzou, n'ont pas encore été relogées et de surcroît ont été carrément mises à l'écart. Les autorités de la daïra, pour justifier leur décision, leur dénie le droit de statut de sinistrés.

Pourtant, tous leurs voisins ont bénéficié de logements sociaux au chef-lieu communal. La genèse du problème remonte donc à 1999 où un énorme éboulement avait endommagé la mosquée du village en menaçant les habitations limitrophes. Première fausse note, au lieu d'inscrire les familles touchées dans le cadre de relogement des sinistrés, les autorités d'alors les ont inscrites dans un cadre de relocalisation sous forme d'aide à l'habitat rural ; d'ailleurs 32 logements ont été reconstruits en dehors du village, la plupart non intégrés jusqu'à présent.

Quelques familles, les plus touchées notamment, ont refusé ce statut et eu recours à la justice pour faire valoir leurs droits. Par ailleurs, elles ont même refusé le logement

social car dans les deux cas, le quitus de la CNL et celui de l'enquête administrative de la daïra leur déniaient ce droit. En effet, comment faire pour le cas des familles qui ont déjà bénéficié de d'aide à l'habitat rural ? Et sur quels critères s'appuiera l'enquête administrative pour déterminer les conditions et les modalités d'accès au logement social alors que parmi ces sinistrés il y a des gens aisés ? Dans cet imbroglio, vint la visite du wali en 2006 sur les lieux. Il avait ordonné alors l'octroi de 6 logements au chef-lieu communal ! Deuxième fausse note, deux familles Sadok n'ont pas fait l'objet d'une décision de relogement. Les autorités locales justifient d'abord cette mise à l'écart par le fait que leurs maisons étaient considérées comme

résidences secondaires, car ces derniers habitent hors wilaya.

Puis le chef de daïra se rétracte, dans la dernière correspondance en date du mois de décembre dernier, et leur annonce que «votre cas est jugé et déclaré hors périmètre du sinistre par la commission compétente contrairement aux autres familles ayant fait l'objet de recensement et relogement».

Pourtant elles y étaient consignées dans la première liste établie et surtout tout le monde peut constater de visu le contraire de ce qui a été avancé, la preuve est que ces deux familles n'ont pas pu obtenir un permis de construction (terrain menacé) pour rénover leurs logements !

Les deux familles continuent de lutter pour être rétablies dans leur droit et crient à qui veut les entendre que les responsables n'ont pas mis fin à cette injustice « c'était sans compter sans la mauvaise foi d'une administration publique qui n'en finit pas de mettre à mal les politiques de l'Etat algérien». Ulcérés par le

manque flagrant d'explications rationnelles, elles répondent aux deux arguments fantaisistes à leurs yeux en disant : «La mairie nous a répondu par un argument qui ajoute de l'insulte à l'injustice. Toute honte bue, on nous apprend que nous étions des résidents non permanents et que nos maisons étaient vieilles. Ils avaient ainsi manqué une autre fois à leur devoir puisque ces mêmes critères fantaisistes n'épargnent même pas les bénéficiaires actuels. Pour comprendre le plus dur, il faut se mettre dans la peau d'un ancien moudjahid qui devient, par la magie de l'administration de l'Algérie indépendante «un résident non permanent» dans le même village où il était dans la glorieuse Révolution nationale, torturé et suspendu par des cordes dans les lieux qui sont menacés aujourd'hui par l'éboulement. Ces réponses sont une insulte et une honte pour l'Algérie libre sans parler de l'absence d'un moindre respect pour des vies humaines. C'est comme s'il était moins grave de mourir sous

l'éboulement dans sa résidence secondaire ou du moment que celle-ci serait vieille !

Les deux familles Sadok sont les plus près de la mosquée endommagée c'est un fait avéré. La deuxième affirmation est une aberration, selon elles. «Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que justice soit rendue.

Il en va finalement du respect que nous nous devons à nous-mêmes et aux institutions d'un Etat algérien qui est né, beaucoup semble l'oublier, d'une profonde revendication de justice et d'équité», concluent-elles.

F. B.

TLEMCCEN
Cinq tonnes
de kif saisies

Près de cinq tonnes (4 817 kg) de kif traité ont été saisies dans la nuit de dimanche à lundi au village de Souahlia, dans la wilaya de Tlemcen. La drogue, rangée dans 184 malles, était dissimulée dans quatre caches aménagées avec délicatesse en dessous du plateau de la remorque d'un camion semi-remorque de type Renault. Les gendarmes de la Compagnie territoriale de Ghazaouet, qui disposaient plutôt d'un bon renseignement depuis une semaine déjà, ne l'ont ainsi découverte qu'après une fouille minutieuse au siège de la Compagnie. Le tracteur du camion est immatriculé à Oran et sa remorque à Batna. Le transporteur, 30 ans, un repris de justice de son état et ayant des antécédents de trafic de drogue, lui est originaire de Sidi Bel-Abbès. Il acheminait le kif saisi de Sidi Boudjenane vers Oran. Une enquête est diligentée par la Gendarmerie nationale pour remonter le réseau.

L. H.

À Aïn-Douz,
le téléphone
ne sonne plus

Les habitants de cette petite localité dans la commune de Béni-Mester ne savent plus à quel saint se vouer pour que leur problème soit sérieusement pris en charge. Après de multiples requêtes auprès des services d'Algérie Télécom pour le rétablissement des lignes téléphoniques, les abonnés au téléphone fixe sont isolés depuis plus d'un mois.

Cette panne est intervenue depuis la réalisation des travaux lancés pour l'acheminement du réseau de gaz de ville vers la commune de Béni-Mester. Les câbles de téléphone ont été arrachés et les services techniques des P et T n'ont toujours pas réagi, ce qui pénalise aussi les utilisateurs d'Internet.

Ce genre de désagrément est plutôt courant et implique aussi la responsabilité des APC qui délèguent des autorisations de voirie sans assurer un suivi des chantiers une fois les travaux achevés.

M. Zenasni

M'SILA

Les manifestants saccagent deux stations
de pompage d'eau potable

Deux stations de pompage d'eau potable, d'une capacité de plus de 12 000 m³ par jour, ont été complètement incendiées la semaine dernière par un groupe de jeunes manifestants originaires du quartier Mezrir, une localité rurale située dans la périphérie sud-est de la ville de M'sila.

Ces deux stations qui regroupent les eaux de huit forages et alimentent en eau potable la moitié de la population du chef-lieu sont complètement saccagées, une perte esti-

mée, selon les responsables, à plus de 13 milliards de centimes.

60% de la population de la ville sont ainsi privés de cette matière vitale pour une bonne dizaine de jours en attendant les travaux de réparation. Ces protestataires qui se sont emportés contre l'Assemblée populaire communale de M'sila, dénonçant les actes de marginalisation et la «hogra», ont procédé en premier lieu au blocage de la RN40 au niveau du point d'intersection avec le chemin de wilaya qui relie cette localité de Mezrir à la ville de M'sila, avant de décider de prendre toute la population en otage et la pri-

ver d'eau potable, en allant au-delà de leurs revendications qui consistent à raccorder les habitations du quartier qui compte plus de 8 000 habitants au réseau d'assainissement et se débarrasser des fosses septiques.

Selon quelques protestataires, ces fosses représentent un danger de contamination des forages qui alimentent la ville de M'sila et qui sont à proximité de ces fosses. Comme ils demandent le lancement du projet de raccordement au gaz naturel et d'augmenter le quota de logements ruraux au profits des habitants de cette localité à vocation

SKIKDA

Les travaux en plein hiver :
le casse-tête des citoyens

Les travaux en plein hiver sont devenus légion dans la ville de Skikda. On en compte pas moins de 5 petits projets lancés presque simultanément durant ces trois derniers mois.

Revêtement des tronçons routiers dégradés, VRD (voiries et réseaux divers), réparation des fuites et vannes éclatées... Certes, l'urgence de quelques actions, telles les fuites imprévues, ne laisse pas de répit aux procédures administratives, en revanche, le revêtement des routes est une opération censée être mûrement réfléchie, et son lancement aurait dû être effectif en été. On en convient que Skikda est devenu un grand nid-de-poule, mais de là à engager des réhabilitations tous azimuts durant de fortes intempéries, il y a un pas que seul l'Algérie a franchi aisément. Le malheur, c'est que souvent l'opportunité du lancement des projets n'est pas de mise. Pour l'exemple, la répara-

tion des chaudières dans les établissements scolaires, surtout les groupements scolaires relevant des prérogatives communales, n'a pas été encore effectuée. Les écoliers ou les adhérents des infrastructures culturelles communales (bibliothèque communale de Bouyala)

grelottent de froid en cette période où la température est souvent en deçà des 15 degrés. Bien sûr, du côté officiel, on vous brandit la bureaucratie comme cause «légitime» du retard. Les travaux hivernaux sont le plus inconvenants pour une circulation automobile déjà

SID BEL-ABBÈS

Sit-in des anciens demandeurs
de logements sociaux devant la wilaya

Plusieurs dizaines de demandeurs de logements sociaux se sont regroupés dans la journée d'hier devant le siège de la wilaya de Sid Bel-Abbès pour exiger d'être «servis», selon eux, avant ceux dont les demandes sont plus récentes.

Pour la deuxième fois consécutive en moins d'une semaine, ces prétendants aux logements sociaux, portant des banderoles affichant

leurs préoccupations et dont les demandes remontent, d'après eux, au début des années 1990, se sont massés devant le siège de la wilaya, battant le pavé pour être reçus par le wali. D'après eux, ils auraient appris que des demandeurs de logements sociaux récemment enregistrés, entre 2004 et 2005, allaient figurer sur les prochaines listes alors qu'eux ils patientent depuis 1994. Les protestataires qui ne décollaient pas

menacent d'occuper les abords de la wilaya de jour comme de nuit jusqu'à parvenir à faire porter leurs doléances devant les responsables en vue d'une prise en charge effective. Bien que la présence des policiers restait discrète, les contestataires étaient quand même bien encadrés afin d'éviter tout incident fâcheux en attendant la solution émanant des responsables.

A. M.